



MODELE ARRETE

Objet : LICENCIEMENT

Date :
08/2016

ARRETE DE LICENCIEMENT POUR INSUFFISANCE PROFESSIONNELLE

1- Licenciement d'un fonctionnaire titulaire

Le maire / le président de

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, et notamment son article 93,

Vu le décret n°85-186 du 7 février 1985 fixant les modalités d'application de l'article 93 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 relatif à l'indemnité de licenciement pour insuffisance professionnelle due aux fonctionnaires des collectivités territoriales,

Vu l'avis du conseil de discipline réuni le,

Considérant que l'insuffisance professionnelle de M. / Mme (*nom, prénom, grade, affectation*) est avérée au vu des éléments suivants :

ARRETE

Article 1er : M. / Mme est licencié(e) pour insuffisance professionnelle à compter du

Article 2 : Il est attribué à M. / Mme une indemnité de licenciement d'un montant de, calculé de la façon suivante : (*sauf faute lourde et sous réserve que le fonctionnaire ne puisse prétendre à la jouissance immédiate d'une pension de retraite*)

Article 3 : Le présent arrêté sera notifié à M / Mme ; ampliation en sera adressée à l'agent comptable de la collectivité.

Fait à, le

Nom, prénom et qualité de l'auteur

Signature

Je soussigné(e) reconnais avoir reçu un exemplaire du présent arrêté et avoir été informé(e) que je dispose, à compter de sa notification :

- d'un délai d'un mois pour former un recours auprès du conseil de discipline de recours
- d'un délai de deux mois pour le contester auprès du tribunal administratif ⁽¹⁾

Date

Signature de l'agent

⁽¹⁾ La cour administrative d'appel de Douai a jugé que la saisine du conseil de discipline de recours ne suspendait pas le délai de recours devant le juge administratif (CAA Douai 3 juil. 2012 n°11DA00391)

2- Licenciement d'un fonctionnaire stagiaire

Le maire / le président de,

Vu le décret n°92-1194 du 4 novembre 1992 fixant les dispositions communes applicables aux fonctionnaires territoriaux stagiaires,

Vu le décret n°..... du portant statut particulier du cadre d'emplois des,

Vu l'arrêté n°..... du..... nommant M. / Mme en qualité de stagiaire dans le cadre d'emplois des pour une durée de à compter du,

Vu l'arrêté n°..... du prolongeant ledit stage pour une durée de à compter du, (*le cas échéant*)

Vu l'avis de la commission administrative paritaire réunie le,

Considérant que l'insuffisance professionnelle de M. / Mme (*nom, prénom, grade*) est avérée au vu des éléments suivants :

.....
.....(*obligatoire si le licenciement intervient en cours de stage*)

ARRETE

Article 1er : M. / Mme est licencié(e) pour insuffisance professionnelle à compter du

Article 2 : A compter du, il est mis fin au détachement de M. / Mme, qui est réintégré(e) dans le corps / dans le cadre d'emplois / dans l'emploi de (*lorsque l'agent avait déjà la qualité de fonctionnaire avant le stage*)

Article 3 : Le présent arrêté sera notifié à M / Mme ; ampliation en sera adressée à, agent comptable de la collectivité.

Fait à, le

Nom, prénom et qualité de l'auteur

Signature

Je soussigné(e) reconnais avoir reçu un exemplaire du présent arrêté et avoir été informé(e) que je dispose, à compter de sa notification, d'un délai de deux mois pour le contester auprès du tribunal administratif.

Date

Signature de l'agent

3- Licenciement d'un agent non titulaire

Le maire / le président de

Vu le décret n°88-145 du 15 février 1988 relatif aux agents non titulaires de la fonction publique territoriale,

Vu l'article [L. 2131-2 pour les communes / L. 3131-2 pour les départements / L. 4141-2 pour les régions, L. 5211-3 pour les EPCI] du code général des collectivités territoriales,

Vu l'arrêté n°..... du portant engagement de M. / Mme, à compter du, pour la durée suivante :

Considérant que l'insuffisance professionnelle de M. / Mme (nom, prénom, emploi) est avérée au vu des éléments suivants :

.....
.....

ARRETE

Article 1er : M. / Mme est licencié(e) pour insuffisance professionnelle à compter du

Article 2 : Il est attribué à M. / Mme une indemnité de licenciement d'un montant de, calculé de la façon suivante :

Article 3 : Le présent arrêté sera notifié à M / Mme ; ampliation en sera adressée :

- à, agent comptable de la collectivité
- à, représentant de l'Etat dans le département

Fait à, le

Nom, prénom et qualité de l'auteur

Signature

Je soussigné(e) reconnais avoir reçu un exemplaire du présent arrêté et avoir été informé(e) que je dispose, à compter de sa notification, d'un délai de deux mois pour le contester auprès du tribunal administratif.

Date

Signature de l'agent